

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 19/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE SAULNOIS

250, rue Maryam Mirzakhani
Immeuble TERRA
34000 Montpellier

Références : LANEUVEVILLE-EN-SAULNOIS_PE-SPES_2025-08-18_PRAVI_01851
Code AIOT : 0003013192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN DE SAULNOIS implanté néant 57590 Laneuveville-en-Saulnois. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée suite à la déclaration du 14 avril 2025 par l'exploitant de la mise en service industrielle du parc éolien du Saulnois sur la commune de Laneuveville-en-Saulnois.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE SAULNOIS

- néant 57590 Laneuveville-en-Saulnois
- Code AIOT : 0003013192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société parc éolien de Saulnois (SPES) est autorisée par arrêté préfectoral n°2021-DCAT-BEPE-241 du 6 décembre 2021 modifié à exploiter 6 aérogénérateurs et deux postes de livraison sur la commune de Laneuveville-en-Saulnois.

L'exploitation de ces activités est également encadrée par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8 modifié partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 modifié	Demande d'action corrective	2 mois
7	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 modifié et 18-III partiel modifié	Demande de justificatif à l'exploitant	
8	Mesures spécifiques au Milan royal	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 8.1 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Risque Foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 modifié partiel	Sans objet
3	Risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 modifié partiel	Sans objet
4	Prescriptions à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 modifié partiel	Sans objet
5	Essais aérogénérateurs et	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 modifié partiel	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	installations électriques		
9	Suivi fréquentation Milan Royal	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 8.1 patiel	Sans objet
10	Mesures spécifiques chiroptères	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 8.2 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, une non-conformité a été relevée concernant les points de contrôle (PDC) n°1 "Conformité mise en service", n°6 "consignes de sécurité", n°7 "Sécurité incendie" . Elles nécessitent une action corrective de l'exploitant à réaliser respectivement sous 1 mois pour les PDC 1 et 7 et sous 2 mois suivants la date du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8 modifié partiel
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie.</p> <p>[...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation [...]</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection puis complété par mail du 26 mai 2025, l'exploitant a présenté un rapport final de conformité technique (RFCT), établi par un organisme compétent le 26 février 2024, concluant par une absence d'observation. Le rapport ne précise pas si chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R.125-17 du code de la construction et de l'habitation susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous 1 mois à compter de la date du présent rapport, que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Risque Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 modifié partiel
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, complété par mail du 26 mai 2025, l'exploitant a présenté les rapports de conformité foudre par pâle pour les 6 éoliennes, datés du 8 avril 2024 établi par un organisme compétent avant la mise en service industrielle du parc. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 modifié partiel
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : Lors de la visite d'inspection, complété par mail du 26 mai 2025, l'exploitant a présenté les rapports de conformité électrique, réalisés par un organisme compétent, par éolienne pour les 6 éoliennes, et par poste de livraison pour les 2 postes de livraison, datés du 26 septembre 2024. Les rapports attestent de la conformité électrique des différents éléments (éoliennes et postes de livraison). L'exploitant a également transmis à l'inspection les documents dits "Consuels" datés du 16 septembre 2024, pour les 2 postes de livraison. ces documents CERFA attestent de la conformité électrique des installations.

L'inspection ne relève pas d'écarts à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions à observer par les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 modifié partiel

Thème(s) : Risques accidentels, sécurité

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a contrôlée par sondage l'éolienne numéro 3 et a notamment constaté :

- la présence d'une plaque d'identification avec la dénomination E3 NX93613 ;
- l'affichage, au moyen de panneaux répondant aux prescriptions réglementaires, des prescriptions à observer par les tiers.

L'exploitant a déclaré qu'un livret d'accueil était distribué à chaque entreprise amenée à intervenir sur le chantier. Ce livret comporte toutes les indications de sécurité à respecter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Essais aérogénérateurs et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 modifié partiel

Thème(s) : Risques accidentels, sécurité

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée:

Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;

- un arrêt d'urgence ;
 - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
- [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, complété par mail du 26 mai 2025, l'exploitant a présenté les rapports de tests de fonctionnement, réalisés pour chacune des 6 éoliennes, datés entre le 10 janvier 2025 et le 15 janvier 2025.

L'exploitant a fourni des rapports de tests dans les différentes situations d'arrêts et d'alarmes, pour chacune des 6 éoliennes avec des tests réalisés entre le 23 décembre 2024 et le 9 janvier 2025.

Les rapports d'essais démontrent le bon fonctionnement des éoliennes dans différentes postures d'arrêt et de mise en sécurité, notamment pour les arrêts mentionnés à l'article 17 susvisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 modifié

Thème(s) : Risques accidentels, sécurité

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée:

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;

[...]

- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;

- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son plan de prévention (PdP) de mise en service sur les postes de livraison (version du 08/12/2021). L'inspection constate que ce PdP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contient des fiches réflexes en cas de situation à risques ; • comporte les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; • concerne les risques pour le personnel; • ne contient pas les autres consignes propres aux dysfonctionnements des équipements des éoliennes, et des procédures associées. <p>Ce PdP est édité et signé par l'exploitant et les sociétés intervenantes. Un deuxième PdP (version du 16/12/2024), dédié aux interventions sur les aérogénérateurs, est édité par le maintenancier, pour chaque intervenant sur le site. De même ce Pdp concerne les risques pour le personnel et ne contient pas les autres consignes propres aux dysfonctionnements des équipements des éoliennes, et des procédures associées. L'exploitant a notamment déclaré les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour chaque nouvel intervenant : le PdP est envoyé par mail, (ou imprimé sur site), avec signature électronique de l'intervenant. • un centre d'appel de conduite à Châlons-en-Champagne contrôle à distance la présence d'intervenant avec leurs noms, prénoms, habilitation et signature électronique.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter ces consignes de sécurité afin qu'elles comportent le contenu minimum fixé par l'article 22 modifié susvisé et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; • les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; • et les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation...
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Sécurité incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 modifié et 18-III partiel modifié</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Art. 24 modifié :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Art. 18-III partiel modifié :

[...]

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. [...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage l'éolienne numéro 3.
L'inspection n'a pas contrôlé le sommet de l'éolienne.

L'inspection a constaté qu'un extincteur était bien présent au pied de l'éolienne, néanmoins aucune date de contrôle ou de mise en service n'était indiquée.

Par mail du 26 mai 2025, l'exploitant a transmis un devis signé "bon pour commande" pour la vérification de 14 extincteurs eau AFFF, poudre et CO2, correspondant aux équipements des 6 éoliennes et des 2 postes de livraisons.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 1 mois à compter de la date du présent rapport les justificatifs du contrôle de l'ensemble des extincteurs du parc éolien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Mesures spécifiques au Milan royal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 8.1 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'évitement

Prescription contrôlée :

[...] Vérification de la présence/absence d'individus nicheurs : dans un rayon de 10km autour du parc :

[...]

Les observations s'effectueront de façon continue sur des journées complètes de 9h le matin jusqu'à 17h le soir. Ainsi 9.5 jours d'observation (4 points /jour) seront programmés entre le 1er mars et le 15 avril, soit une pression d'observation d'environ 2 jours par décade. Des séances d'observation de 1h30 à 2h seront réalisées sur chacun des points (38 points), au cours desquelles

l'observateur recherche activement les Milans royaux, à l'aide de jumelles (8x32 ou 10x42) et d'une longue-vue (grossissement 20-60 x). Les points d'observation seront positionnés de manière à couvrir visuellement toutes les lisières les plus favorables au Milan royal (lisières forêts-prairies, massifs importants), et de manière à pouvoir observer le même secteur sous un angle différent, ce qui permettra une recherche efficace des Milans royaux nicheurs.

A l'issue de ces observations :

- Si aucun nicheur probable ou certain n'est détecté dans le périmètre des 10 km, aucun suivi de la fréquentation ne sera engagé
- Si au moins un nicheur probable ou certain est détecté :
les aires de chasses seront définies
un suivi de la fréquentation du parc sera engagé
un bridage des éoliennes en faveur des Milan royaux comme explicité en 5) sera effectué.

Constats :

Lors de la visite l'exploitant a déclaré que le prestataire en charge de vérifier la présence ou l'absence d'individus nicheurs du Milan royal était en cours de prestation.

Les premières conclusions transmises par l'écologue ont démontré la présence potentielle d'un nicheur dans le périmètre des 10km, enclenchant ainsi un suivi de fréquentation.

Par mail du 26 mai 2025, l'exploitant a transmis la proposition méthodologique et financière de la prestation en cours (signée le 17/10/2024). L'exploitant n'a pas pu fournir le rapport d'étude, celui-ci étant en cours de rédaction.

Vu la proposition susvisée, l'inspection constate notamment les éléments suivants :

- la méthodologie décrite dans le devis est conforme aux dispositions de l'article 8.1 susvisé,
- à l'exception de la durée par jour d'observation. En effet l'arrêté préfectoral précise que les observations se feront sur journée complète de 9h à 17h, soit 8 heures tandis que la proposition prévoit 6 heures d'observation.

La nature des équipements utilisés (jumelle/longue-vue) n'est pas précisée dans la proposition, mais la typologie des équipements devra être mentionnée dans le rapport final de la prestation. L'exploitant a aussi fourni un planning des journées d'intervention du prestataire. La fréquence, les dates et le nombre de jours d'intervention sont conformes pour la partie vérification déjà réalisée et pour la partie du suivi de fréquentation en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir le rapport d'étude dans les 15 jours suivants son édition. Le rapport d'études devra notamment justifier de la pertinence de la réduction du nombre d'heures d'observation quotidienne, dans le cas où cette réduction est effective.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Suivi fréquentation Milan Royal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 8.1 patiel

Thème(s) : Risques chroniques, mesures accompagnement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>2) Suivi de fréquentation :</p> <p>Si les couples/individus sont détectés dans le rayon 10km - 4 km autour du parc, le suivi de fréquentation aura une durée de 14 jours, et s'étendra du 1er avril au 15 septembre réparti de la manière suivante ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1er avril - 15 mai (couvaison) : 3 sorties, soit une sortie par quinzaine ; • 16 mai - 30 juin (élevage des jeunes) : 6 sorties, soit 1 sortie par semaine ; • 1er juillet - 15 septembre (envol et émancipation des jeunes) : 5 sorties, soit 1 sortie par quinzaine. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le prestataire en charge de vérifier la présence ou l'absence d'individus nicheurs du Milan royal était en cours de prestation.</p> <p>Les premières conclusions ont démontré la présence potentielle d'un nicheur dans le périmètre des 10km, enclenchant ainsi un suivi de fréquentation.</p> <p>Par mail du 26 mai 2025, l'exploitant a transmis la proposition méthodologique et financière de la prestation en cours, ainsi qu'un planning prévisionnel du suivi de fréquentation.</p> <p>La fréquence et le nombre de jours d'observation déjà réalisés et prévus, sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir le rapport d'étude dans les 15 jours suivants son édition.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Mesures spécifiques chiroptères

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 8.2 partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, mesures de réduction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éventuelles cavités au niveau des nacelles sont fermées pour éviter toute entrée de chiroptères. Les plateformes, abords et accès autour des éoliennes sont stabilisées et entretenues afin d'éviter toute pousse de végétation et d'attirer des insectes.</p> <p>L'éolienne la plus proche des lisières forestières (E3), situées à 150m de ces dernières, sera bridée selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du 1er avril au 31 octobre ; - 20 minutes après le coucher du soleil jusqu'à 30 minutes avant son lever - lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 m/s à hauteur de la nacelle - lorsque la température extérieure supérieure à 12 °C à hauteur de la nacelle <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage l'éolienne N°3 et a notamment constaté les éléments suivants :

- Aucune cavité n'a été observée ;
- L'état des abords est conforme à la prescription susmentionnée. La mise en service étant récente, les opérations d'entretien n'ont pas encore été réalisées.

L'exploitant a présenté le logiciel utilisé pour la gestion du bridage en fonction des paramètres définis pour la prévention des risques d'atteinte aux chiroptères. Par contrôle par sondage, l'inspection a constaté 2 arrêts de l'éolienne N°3 le 30 avril 2025 suite à une "bat alert" à 00h13 et 02h00.

L'extraction des paramétrages du logiciel sont conformes aux conditions définies par l'article 8.2 susvisée.

Type de suites proposées : Sans suite